



RÉSOLUTIONS | RESOLUCIONES | RÉSOLUTIONS

UNE SEULE RÉOLUTION PAR FEUILLE ! | SOLO UNA RESOLUCIÓN POR HOJA ! | UNE SEULE RÉOLUTION PAR FEUILLE !

Titre | Título | Titre :

L'avenir des communications privées

Organisation | Organización | Organisation :

SSU (Ligue de la jeunesse social-démocrate suédoise)

Pays | País | Pays :

Suède

- 1 Il est temps que nous reconnaissons et prenions au sérieux le conflit entre les intérêts sécuritaires et
- 2 le droit à la vie privée des individus. Nos messages et nos appels doivent être protégés contre l'État.
- 3 surveillance. Les propositions visant à contrôler les discussions en ligne, où les communications numériques sont
- 4 surveillées et
- 5 analysées afin de détecter les contenus illégaux, représentent un glissement dangereux vers la surveillance de masse.
- 6 Même si l'intention peut sembler bonne, ces propositions menacent des droits fondamentaux tels que
- 7 liberté d'expression et la vie privée. Il est inacceptable que des conversations privées
- 8 soient examinées par des systèmes sans qu'il y ait de suspicion de crime. Cela viole les principes fondamentaux
- 9 principes fondamentaux de la procédure régulière et risque de créer un « État surveillant ».
- 10 En outre, les technologies utilisées pour scanner les communications pourraient compromettre la sécurité de
- 11 nos services numériques, car elles pourraient nécessiter un affaiblissement du cryptage. Le monde devrait jouer
- 12 un
- 13 rôle de premier plan dans la défense des libertés et des droits individuels à l'ère numérique.
- 14 Au lieu d'introduire ces dangereux outils de surveillance de masse, l'accent devrait être mis sur le
- 15 renforcer les cadres juridiques et les technologies existants qui protègent à la fois la sécurité et la
- 16 vie privée. Des organisations telles qu'Amnesty International, ainsi que de nombreuses technologies
- 17 Les experts ont mis en garde contre les conséquences négatives du contrôle des chats.
- 18 Sur cette base, nous proposons :
- 19
 - Que l'IUSY s'efforce de protéger le droit des individus à la confidentialité de leurs communications.